

# Le Libertaire

## hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu toute la somme de bonheur adéquate, à toute époque, du développement progressif de l'humanité.

## ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an. . . . .	6 fr.
Six mois. . . . .	3 fr.
Trois mois. . . . .	1 fr. 50

## ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, RUE D'ORSEL, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne le journal  
à l'Administrateur

## ABONNEMENTS POUR L'EXTÉRIEUR

Un an. . . . .	8 fr.
Six mois. . . . .	4 fr.
Trois mois. . . . .	2 fr.

## Une Farce parlementaire

## L'OUENZA

« De notre effort passionné, un régime nouveau peut sortir. Nous poserons la question devant le pays et souleverons la France et l'Algérie. » Le tonitruant JAURÈS.

Oh ! tranquillisez-vous. On va seulement soulever la France parlementaire. — La France parlementaire ? Est-ce qu'elle existe encore ?

Pourquoi donc les socialistes font-ils tant de bruit autour de cette affaire de l'Ouenza ? Pourquoi le gonflé Jaurès et le vidé Afémame veulent-ils porter cette question devant le peuple souverain ?

Il s'agit de riches gisements de minerai de fer (un milliard) qui se trouvent au sud de l'Algérie. On était en train d'arranger cette affaire en famille et de concéder ces gisements à un consortium d'industriels internationaux (Krupp-Schneider), lorsque notre camarade Merrheim découvert par hasard le pot aux roses et fit dans la *Voix du Peuple* une campagne pour dénoncer cette affaire.

Il découvrit même mieux. Comme par hasard, c'était justement un député unifié, le citoyen Devèze, grand ami de Briand, qui était rapporteur de cette affaire à l'Aquarium. Il est évident que si Merrheim n'avait pas découvert la chose tout se serait passé en famille et nul n'aurait protesté, surtout parmi les socialistes parlementaires, puisque le rapporteur était de leur groupe. Maintenant que la mèche a été éventée, ils crient au voleur. Ah ! les ripouilles !

\*\*

Que demande le Parti Unifié ?

Il veut que l'Etat exploite ces gisements directement. Ainsi, dit-il, la collectivité aura le bénéfice de cette exploitation.

Va-t-on prétendre sérieusement que l'Etat représente les intérêts de la collectivité, de la collectivité des travailleurs, celle qui nous intéresse ?

Ce que veulent Jaurès et le Parti Unifié, c'est restaurer le parlementarisme discrédiété.

Les bateaux pour les prochaines élections sont plutôt difficiles à monter. La Représentation Proportionnelle, ça ne tient plus. Sembat en faisait l'autre jour l'aveu dans l'*Humanité* en disant qu'il avait fallu mobiliser les gros ténors de tous les partis pour que le public daigne un peu s'intéresser aux parlementaires — et encore !

La défense de la laïque n'a pas l'air de prendre, surtout depuis que les Q. M. s'en occupent (quinze séances) à la Chambre.

Péril clérical : rien à faire.

Retraites ouvrières : l'histoire a plu à l'air mauvais pour les Q. M., en présence de l'agitation que se propose de faire la C.G.T.

Il restera aux socialistes l'Ouenza. Si le gouvernement accorde aux capitalistes la concession, les socialistes diront : « Vous voyez l'opposition que nous avons faite. Nous ne sommes pas assez forts. Il faut que nous soyons plus nombreux au Parlement et alors les caillies tomberont rôties. »

Si on refuse la concession : « Ah ! ah ! s'exclameront-ils, vous voyez que nous faisons quelque chose à la Chambre ! A quarante, nous avons fait reculer toute la radicaille et la réaction ! »

Mais quel sera le résultat pour les travailleurs dans l'un ou l'autre cas ?

L'Ouenza, exploité par le syndicat des gros industriels, fournira du minerai de fer pour fabriquer des canons, des fusils et des cuirassés. Les bénéfices seront partagés par les capitalistes.

L'Ouenza, exploité par l'Etat français, fournira du minerai pour faire des canons, des fusils et des cuirassés. Les bénéfices seront partagés par les gros fonctionnaires (politiciens ratés) et les parlementaires (politiciens en fonction).

Dans les deux cas, les travailleurs seront exploités et fabriqueront des instruments de meurtre. Voilà !

\*\*

Il en est de même de toutes les réformes.

Donner plus de puissance à l'Etat, c'est marcher vers la plus terrible des tyramies, c'est aller vers l'écrasement complet de l'individu.

Centraliser, participer à la réforme, à la consolidation de l'Etat, voilà une « concession » que les anarchistes ne peuvent pas faire.

Nous voulons détruire l'Etat, alors que les socialistes veulent simplement s'en emparer à leur profit. Voilà pourquoi nous sommes antiparlementaires ; et les syndicalistes qui, vraiment, veulent que les travailleurs s'émancipent par leur action directe propre, les syndicalistes qui veulent supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, ne peuvent pas faire différemment que d'être contre l'Etat, contre le parlementarisme.

D'un autre côté, les socialistes dont l'action se fait autour de l'Etat, furent ultra-révolutionnaires, ne peuvent pas être, eux, des antiparlementaires.

Il y a bien certains syndicalistes, ne se disant pas socialistes, qui s'enthousiasment parce que le gouvernement anglais veut faire payer des impôts fonciers, impôts qui serviront à faire des cuirassés. Ces étranges syndicalistes s'aperçoivent soudain qu'ils sont exploités par les propriétaires, poussent même la naïveté jusqu'à demander à l'Etat l'application d'une vague loi de 1807 !

Les travailleurs ne pourront s'émanciper qu'en prenant eux-mêmes, par la violence, possession de la richesse sociale.

Pour en prendre possession, il faut d'abord combattre et détruire l'Etat, défenseur de l'ordre établi, soutien de la propriété privée du Capital exploiteur.

Aux anarchistes à dénoncer au peuple le mensonge démocratique et à saboter le parlementarisme : les bases de l'Etat.

Henry Combes.



## LES DEUX RAYONS

La Guerre Sociale nous annonce une double campagne électorale. La première pour la deuxième contre.

Ceux qui compéteront mener la première nous disent bien que c'est en vue seulement de la propagande. Radotage.

Les autres veulent voter simplement... pour se compter. Radotage.

Mais, au fait, pourquoi l'organic insurrectionnel, socialiste, anarchiste, votard et antivotard ne serait-il pas tiré désormais sur deux feuillets séparés ? Chacun son rayon !

## LE TABAC POUR TOUS

On va créer cinq cents nouveaux emplois de flics afin de pouvoir assurer à tous la gratuité du « tabac ».

L'Etat payera la moitié de la dépense, devant laquelle il avait reculé jusqu'à présent, mais qu'il accepte aujourd'hui devant l'impérieuse nécessité des circonstances.

En effet, les mauvaises conditions de travail, le taux des salaires et le chô-

mage jetent de jour en jour sur le pavé un nombre plus considérable de grévistes.

Il faut maler ces affamés. Et pour cela, il faut des flics, encore des flics, toujours des flics.

Demain, on augmentera le nombre des chiens policiers.

Et nous, est-ce que nous songerons aussi à nous... augmenter ?

## DEFENSE REPUBLICAINE

À la Chambre, Ferdinand Buisson, ancien directeur de l'enseignement primaire, s'est taillé un joli succès en affirmant que « l'instituteur ne doit avoir en classe que les programmes lui commandent ».

M. Ferdinand parle tout comme un flic et comme un « gaffe ». « Programme » veut dire en effet « Règlement ».

L'instituteur vraiment laïque devra donc dire : « Le règlement, moi, j'en connais qu'il ».

Et comme ce n'est pas lui qui l'applique, il obtiendra sans mot dire et continuera d'abrutir les gosses pour la plus grande gloire de la République.

## TOUJOURS LA DEFENSE

Nous sommes toujours à la Chambre.

Le député républicain Ferrette affirme que, « en dehors de leur enseignement, les professeurs peuvent défendre leurs idées personnelles ; personne n'a le droit de les frapper ».

Il a du culot, le monsieur ! Et pas un socialiste n'a protesté.

Mais ce qui donne de la saveur au propos, c'est cet « en dehors de ».

Si nous savons entendre, cela veut dire que le professeur est une machine et qu'il devra enseigner selon les ordres venus d'en haut.

Nous le savions.

## LE DUEL

Ce n'est pas simplement sur le terrain politique que la République entend défendre ses institutions : c'est encore et surtout sur le terrain judiciaire.

Exemple : le cardinal-archevêque de Reims se débat contre le secrétaire général de la Fédération des instituteurs, représentant l'Ecole laïque.

Et ce sera partout la même chose tant que les républicains seront les maîtres.

Si un magistrat s'avise de rendre un jugement trop favorable à l'Eglise et son enseignement, on peut être sûr d'avance que le « déplacement d'officier » de ce magistrat est une affaire faite.

Les républicains au pouvoir ont trop intérêt à ce que le règne de l'Eglise soit fini.

## LA FAISEUSE DE GLOIRE

C'est le titre d'un roman de Paul Brulat, et on songe surtout en ce moment que les journaux consacrent à pleines colonnes la gloire de la famille Rosstand.

Après avoir, en première place, inséré les vers idiots que la femme du poète consacrait à son éblouissant prodige de fils, voici que le Matin offre à ses lecteurs deux croquis faits par le Maître : un coq en mie de pain et une drôle de bête dont on ne comprend que l'œil ahuri.

Le Matin assure gravement que « M. Rostand s'entend à saisir une attitude en magnifiant ». Et le Matin est tellement certain de ce qu'il avance qu'il a demandé au préable à l'auteur si les dessins étaient bien de lui.

M. Rostand a répondu en ces mots : « C'est un des millés et un gribouillage insignifiant que j'ai pu faire en cause ».

Les autres veulent voter simplement... pour se compter. Radotage.

Mais, au fait, pourquoi l'organic insurrectionnel, socialiste, anarchiste, votard et antivotard ne serait-il pas tiré désormais sur deux feuillets séparés ? Chacun son rayon !

## FAIT-DIVERS

Devant la cour d'assises de Seine-et-Oise comparaissent deux cambrioleurs qui ont tué par maladresse une vieille rentière. C'est un accident du travail, à la fois pour les cambrioleurs et pour la rentière.

Le président veut pincer la corde triotique. Il essaie de faire dire aux accusés que ce sont les « apaches de l'armée » qui les ont perdus par leur mauvais contact. Mais les deux cambrioleurs

ne comprennent pas ; ils déclarent simplement qu'au sortir du régiment ils avaient perdu la main au métier, ils ne savaient plus travailler, n'ayant plus l'habitude.

Comment êtes-vous devenus cambrioleurs ?

— Ça vient comme ça, tout seul, quand on est sans travail.

Ils seront condamnés, cela va de soi, et la société et l'armée seront acquittées sans débats.

## SOCIALISME

L'Humanité a signalé cette semaine à la vindicte publique quinze officiers qui voulurent point prêter leur concours à la justice dans une affaire d'assassinat.

Elle a signalé encore, la noble Humanité, qu'un colonel a blâmé un soldat qui avait renseigné la police.

Pour plaisir au journal officiel du P.S.U., faut-il être les auxiliaires de la Préfecture de police ? faut-il se faire mouchard ?

« N'y a-t-il pas eu un seul lecteur de l'Humanité pour rappeler son canard à un peu de pudeur ?

## DANS « LA GRANDE FAMILLE »

Un camarade de Limoges nous communique le fait suivant et nous garantit son authenticité :

Un jeune soldat, incorporé au 63<sup>e</sup> de ligne, a été expulsé le lundi 17, manu militari, de la caserne des Bénédictins, parce qu'il réclamait un peu trop fort la pension à laquelle il a droit et qu'il vaut une blessure faite par son fusil. Les majors l'ont reconnu impotent et l'ont réformé. Le mutile est aujourd'hui incapable de se servir de son bras.

Il lui faudra crever de faim dehors pour la gloire de la Patrie.

## LES PETITS PROFITS

M. l'abbé Vral, dont les camarades ont ces temps derniers entendu parler assez abondamment, est un type vraiment amusant. Il sait pincer la corde anarchiste avec art... et profit. Voilà-t-il pas qu'il vient d'écrire à un camarade pour lui demander de lui prêter gracieusement une salle de conférences et de lui organiser une controverse de concert avec Mme Gabrielle Petit.

Ainsi qu'Elle, dit-il, il a besoin de galette.

Pauvre abbé ! Il se débrouille comme il peut, c'est son droit ; mais c'est peut-être aussi le nôtre de ne pas éternellement servir de tremplin et de râtelier à nos demi-évadés de sacristie.

## La Grève de Graulhet

La grève des mégissiers de Graulhet est entrée dans une période des plus significatives pour les exploiteurs. A l'arbitraire patronal s'oppose aujourd'hui la légitime violence révolutionnaire. Un patron a été battu par les grévistes et jeté à l'eau.

Naturellement, le pays est envahi par les grévistes, et les gendarmes, et les grévistes sont poursuivis dans les rues.

On signale que les esprits sont très suscités et que l'on peut s'attendre à de graves événements.

Signalons-le rôle extraordinaire de l'Humanité dans cette affaire ; rôle extraordinaire non seulement parce que le journal du P. S. U. exhorte comme toujours les volets à être sages, calmes, dignes, mais surtout parce qu'il donne de ces incidents une note que l'on trouve dans tous les journaux bourgeois. L'Humanité laisse entrevoir de criminelles manœuvres grévistes. Quand demandera-t-elle des poursuites ?

## APPEL AUX ANTIPARLEMENTAIRES

Grande réunion préparatoire en vue d'une entente entre tous les antiparlementaires,

chistes sont incapables d'organiser quoi que ce soit.

Nous voulons quitter, c'est entendu, les hauts sommets de la philosophie. Nous nous asseyons, c'est encore entendu, sur la *raison abstraite* et la *logique pure*. Mais si nous sommes de *notre temps*, nous voulons cependant orienter sans relâche les hommes vers la Société sans maître, et nous redoutons toujours les organisations autoritaires à galons et à pâches.

Ceux qui proposent le nouveau Parti auront-ils le courage de dire toute leur pensée ? De dire quelle union ils offrent et quelles garanties ils donnent de leur sincérité révolutionnaire ?

Le bulletin de vote est-il toujours pour eux et sera-t-il toujours « une arme médiocre mais une arme tout de même ? »

Faut-il jeter encore le cri de : « A bas les faux nez ! »

H. B. et G. D.

## Un de moins

L'illustre Lajarrige, secrétaire du Syndicat des travailleurs du gaz, vient de donner sa démission. Il se présente évidemment par les attaques dont il a été l'objet de la part des révolutionnaires, mais il assure qu'il continuera à lutter dans le syndicat pour l'émancipation des travailleurs.

Nous supposons que les travailleurs sauront rendre au conseil municipal ce politicien sans scrupules, comme tous ses compères. Nous supposons que lorsque ce quidam prétendra participer effectivement à la vie du syndicat, il sera chassé à coups de pied quelque part.

Il n'y a que trop de tripouilles de ce genre dans le syndicalisme, et c'est la raison pour laquelle le syndicalisme n'est pas encore nettement orienté dans la voie de l'émancipation pour tous.

Quand les travailleurs auront fait place nette, quand ils auront nettoyé la maison de toutes les ordures qui l'encombrent, quand ils auront donné de l'air partout, quand, en un mot, ils se sentiront vraiment chez eux, alors, mais alors seulement, ils auront fait faire un pas au syndicalisme. N'ayez pas peur d'assainir et de brûler du sucre.

Guérre à mort aux politiciens !

## La Terreur russe partout

Après l'Espagne, voici la République Argentine qui inaugure le régime de sang depuis si longtemps mis en vigueur par l'abominable gouvernement ami et allié. A quand le tour de la République Française ?

L'exécution du sinistre Falcon a été suivie d'une répression féroce dont nous ne pouvions connaître toute l'étendue, l'état de siège étant maintenu et la censure ayant mis son couvercle de plomb sur tout ce qui pourrait transpirer de là-bas. Impossible de connaître la sorte de milliers de camarades arrêtés, déportés ou ne sait où, traités on ne sait comment. Tout ce que nous avons pu savoir, nous le devons au correspondant des *Temps Nouveaux*.

Dans ses dernières correspondances, toujours si intéressantes, Pierre Quiroule faisait appel à la solidarité internationale, ajoutant que « le progrès des théories anarchistes poussera de plus en plus tous les gouvernements à agir de la même façon que les gouvernements espagnol et argentin. Royalistes ou républiques, tous les gouvernements feront de même, dès qu'ils se sentiront menacés. Il faut donc arriver à faire comprendre au prolétariat universel que le cercle de la lutte doit s'élargir aujourd'hui de plus en plus, que pour sa propre sauvegarde, on doit prendre fait et cause pour les opprimés de tous les pays. »

Pierre Quiroule parle aussi des économies rationnelles qui, « sapant les bases de la société actuelle, inquiètent autant les dirigeants républicains que les monarchistes. Ici, toutes ces écoles ont été fermées par ordre gouvernemental, dès la proclamation de l'état de siège, et les professeurs pourraient actuellement à bord des pontons de l'Etat. »

Une lettre particulière nous informait de ce fait, il y a quelques jours, et le même correspondant nous disait que les politiciens argentins avaient bien trouvé le moyen de suspendre l'état de siège, le jour fixé pour les élections municipales : les élections, pensez donc ! quoi de plus sacré ! Notre ami terminait en faisant la réflexion qu'aujourd'hui l'état de siège levé la propagande reprendrait avec plus d'intensité que jamais, car il y a déjà tant d'actes d'arbitraire et de sauvagerie de commis, que cela ne peut manquer de donner à penser à bien des gens.

Seulement, mais en attendant n'oublions pas ceux des nôtres — et ils sont nombreux ! — que seule pourra sauver des tortures et de la mort la protestation énergique — boycottage, grève ou sabotage, n'importe — du prolétariat international et révolutionnaire.

Tudek.

## PROPOS D'UN PAYSAN

### L'impuissance comique des Socialistes unifiés

À sept heures du matin, le voisin Falourd était venu casser la croûte, et, pour ne pas en perdre l'habitude, nous causions de la Société et surtout des socialistes parlementaires. Falourd les défendait, les excusait plutôt, et il leur accordait les circonstances atténuantes, tandis que je m'efforçais de lui montrer que fatidiquement ils ne pouvaient rien faire de bon dans un milieu qui a montré son impuissance à tout le monde.

— Bon gré, mal gré, qu'ils le veuillent ou non, mon vieux, tes socialistes vont devenir des dégouttants conservateurs — je parle pour ceux qui ne le sont déjà. Ils n'ont qu'une alternative : se jeter dans les bras des radicaux, et devenir les auxiliaires des plus purs révolutionnaires.

Les gueules pêchent pour ce dernier rôle. Leur farouche intransigeance de principes a faibli, ils acceptent les voix des châteaux et des présbytères. Après avoir été à Bordeaux, les alliés du marquis de Lur-Saluces, en vue de conquérir la municipalité, voici qu'ils se compromettent avec le due d'Uzès pour conquérir un siège législatif.

— Ah ! oui, Compère-Morel, interrompt Falourd, — Compère-Morel, celui qui veut, comme feu Spuller, introduire dans le socialisme un esprit nouveau (peut-être bien l'Esprit-Saint !) ; un bougre qui voudrait des curés socialistes !... Heureusement pourtant qu'il n'entre pas tout le Parti. Car voilà Jaurès, Rouanet, tous ceux qu'on appelle des « jaussistes » : ceux-là sont nettement anticléricaux et jamais, au grand jamais, ils ne seront les prisonniers des réactionnaires !

— Acceptons ton affirmation, mon voisin. En effet, Jaurès ne peut guère, dans sa circonscription de Carmaux, se faire patronner par le marquis de Solages et toute la sainte séquelle du baron Reille. Rien à faire dans ce sens avec le scrutin nominal. Tandis qu'avec la Représentation Proportionnelle, Jaurès se faufile certainement à la Chambre. Mais, voilà le chien-duc, Jaurès a besoin des voix radicales pour assurer son élection. Alors, qu'arrive-t-il ? Il faut faire alliance même avec ses adversaires ; il faut ménager tout le monde... même et surtout Briand... qui travaille à cette heure pour la radicalise.

— Ça, Barbassou, c'est un peu vrai. Je crois bien que les « jaussistes » ne demanderaient pas mieux que de s'entendre avec le Renégat, ça irait plus vite. Il y a même dans le groupe quelques-uns qui, comme ce salaud de Basly, votent constamment pour le ministère ! Seulement, en fin de compte, cette tactique a tout de même été condamnée par un vote de la Fédération de la Seine, et un blâme discret a touché le député de Carmaux.

— Je sais tout ça, mon vieux, mais ça ne change rien à l'affaire. Pour se faire élire, les candidats socialistes ont besoin des voix réactionnaires, ou des voix radicales ; ça c'est fatal : c'est la cuisine électorale.

— Et alors, tu vois d'ici ce qui va se passer — c'est ce qui se passe toujours — comme il n'y a que la réélection qui compte, on va s'arranger un peu partout pour être réélu — ou élu ; c'est-à-dire que les socialistes auront, ici les voix réactionnaires, là les voix radicales.

— Et s'ils ont les voix radicales, ce sera très rigolo : ils deviendront du coup les candidats qui protègent les préfets de Briand !

— Il y a encore autre chose que j'ai appris et qui est très amusant. Le vieux Cipriani, Amilcare Cipriani un révolutionnaire de vieillie date, pose sa candidature à Saint-Etienne, contre Briand. J'ai lu ça quelque part et je ne crois pas que Cipriani ait rectifié : ça doit donc être vrai.

— Remarque, en passant, que ce serait assez piteux que ce survivant d'une époque héroïque, ce Garibaldien qui se batit en Sicile, en Crète, qui fut jeté au bagnes calédonien et enfermé dans les prisons de Portolongo, que ce vaillant révolté s'abaisse jusqu'à accepter de devenir Quinze-Mille.

— Autrefois, pour l'arracher au bagnes que les électeurs de Ravenne et de Forlì votaient pour lui, car un forçat ne peut être éligible.

— ... N'empêche, va, le populo commence à comprendre qu'on se fiche de lui et que le socialisme parlementaire est un système qui engrasse les chefs et roule les électeurs. D'ailleurs, que sont-ils, ces chefs ? ceux de la Chambre, ceux du Conseil National du Parti et de la Commission administrative ?... des bourgeois, rien que des bourgeois.

— Les ouvriers ne sont pas là ; ils militent autre part, à la C.G.T., dans les syndicats. Eux sont les vrais socialistes ; ils sont antiparlementaires : un socialiste ne peut être parlementaire.

— Le socialisme de nos parlementaires, vois-tu, n'est qu'une duperie ; et voilà pour quoi tous ces trahisseurs au peuple vont être obligés de faire appel à toutes les voix des radicaux et des réactionnaires pour être élus.

— Ils pensent que, un peu plus ou un peu moins compromis, ça ne se verra pas !...

— Sacré Barbassou ! dit Falourd en se grattant la tête, tu vois tout ça en noir, et peut-être bien que le pire, c'est que t'as raison tout de même !

Le père Barbassou.

Le meilleur moyen pour assurer l'existence du « Libétaire », c'est de lui se débarrasser.

Conférences Sébastien Faure  
Aux Sociétés Savantes (8, rue Danton),  
le lundi 31 janvier 1910, à 8 h. ½ du soir.

SÉBASTIEN FAURE

fera une CONFÉRENCE

Publique et Contradictoire

sur LA FEMME

1<sup>re</sup> La Prostitution

2<sup>me</sup> Le Mariage

3<sup>me</sup> La Liberté de l'Amour

Prix des places : Premières : 1 franc ;

Secondes : 0 fr. 50, au profit de La Ruche.

vertes dès 7 h. 3/4.

Deuxième Conférence

Sous les auspices de La Famille du XI<sup>e</sup>

du Syndicat des Ébénistes et du Syndicat

des Sculpteurs.

A l'Eden-Concert (94, avenue Ledru-Rollin), le jeudi 3 février 1910, à 8 h. 1/2 du soir.

CONFÉRENCE

Publique et Contradictoire

de

SÉBASTIEN FAURE

Sur : L'INEVITABLE REVOLUTION.

Prix des places : Premières : 1 franc ;

Secondes : 0 fr. 50, au profit de La Ruche.

vertes dès 7 h. 3/4.

Berenger

s'en va-t-en guerre

## L'escroquerie

DES

### Retraites ouvrières

On peut dire que tous les journaux ayant un public ouvrier se seront passionnément intéressés à la question des Retraites ouvrières.

L'escroquerie a coulé et coule encore à flots et il n'est peut-être pas impossible d'espérer qu'il résultera de ces tumultueux échanges de vues quelque chose de positif : l'entente de tous les travailleurs pour repousser le système de la Capitalisation, qui ferait si bien l'affaire du gouvernement d'aujourd'hui et de ceux de demain.

Je l'avoue le temps me manque pour donner ici un compte rendu de mon voyage à travers tous les journaux, socialistes, syndicalistes, et toutes les revues qui traitent de la question. Mais d'ailleurs, point n'est besoin de discuter un par un les arguments donnés de part et d'autre en faveur de la Capitalisation ou de la Répartition, pour se faire une idée de ces deux propositions, pas plus qu'il n'est nécessaire de suivre les articles que le Sénat se fait un jeu de voter les uns après les autres (il en est actuellement à l'article 17) et qui ont, dans l'ensemble, pour effet de faire de cette loi une vaste duperie, ce qui ne surprendra personne.

Constatons que les positions sont très nettement prises de part et d'autre.

D'un côté, la C. G. T., qui argumente formidablement contre l'Escroquerie, dans la *Voice du Peuple*, par la plume de plusieurs de ses collaborateurs habituels et celle de Mérheim en particulier, et qui vient d'autre part de signaler par affiches à la population la mystification gigantesque qui se prépare.

D'un autre côté, le clan gueuliste, qui aboie aux chausses de Jaurès et des sénateurs, et qui ne serait pas fâché de dénoncer aux prochains électeurs la complicité... parlementaire du directeur de l'*Humanité*.

Pour faire face à ces deux meutes, Jaurès, tout seul, plaqué même par des « réformateurs » comme Pelletan, — Jaurès qui semble à bout de souffle, crevé sous d'amusines engueulades, et qui cherche à se répêcher de sa fâcheuse conduite en sauvant l'*École Laïque*, pas le moins du monde en péril.

Je vous concorde que la loi n'est pas fautive, mais Jaurès a ses adversaires, mais comprenez qu'il faut « réaliser » quelque chose et que par conséquent nous devons nous attacher à parfaire cette grande œuvre.

En sourdine, il ajoute pour les gueulistes : pouvons-nous nous présenter les mains vides devant les électeurs ? Non, n'est-ce pas ? Donc, acceptons tout de suite la Capitalisation qui nous est offerte.

Ce qui est assez drôle, somme toute, c'est qu'en cette affaire Jaurès se montre plus marxiste que les marxistes. Il travaille par principe pour la centralisation de toutes les forces capitalistes, qui doivent être entre les mains de l'Etat, lequel sera un jour, si nous en croyons l'évangile des orthodoxes, la propriété du Socialisme, avec lequel il se confond. Amen !

Les syndicalistes ne marchent pas. Le gros grief qu'ils font au système de la capitalisation, c'est que les milliards prélevés en notable partie sur les salaires des travailleurs seront la proie des financiers, des actionnaires, lesquels ont déjà pressenti le gouvernement pour être mis en possession de ce magot.

Il est évident que la C. G. T. ne fait pas ici de la philosophie, mais de l'histoire. Elle sait que l'Etat s'entend à merveille pour rouler les contribuables, et elle la trouve plutôt mauvaise quand elle entend Jaurès se porter garant de la probité de l'éternel voleur.

Pour mémoire, la C. G. T. rappelle l'histoire de la Caisse des Invalides de la Marine et de celle des Inscrits Maritimes. La C. G. T. veut donc la Répartition, tout de suite, et non pas le bénéfice, pour la classe ouvrière, de capitaliser... ses charges, sa quote-part de 9 francs par tête.

Ce que veut Jaurès, et avec lui tous les partisans de la Capitalisation, c'est cimenter le capitalisme en inculquant aux travailleurs le goût de la thésaurisation ; c'est faire croire à la classe qui produit qu'un capitaliste qui fonctionne au « profit exclusif » de la classe ouvrière, n'est plus un capitaliste. Que n'ajoute-t-il que c'est là de l'« ouvrière-riche » !

La loi sera votée, c'est sûr, du moment qu'elle est une belle opération de voleurs et de voleurs pour les vautours de la Haute-Banque.

Le C. G. T. ne désembrera certainement pas. Elle couchera sur ses positions, comme en 1901 et comme en 1906, et elle continuera de dénoncer à l'opinion le nouveau bluff du parlementarisme.

Dans cette question comme en bien d'autres, le siège des anarchistes est tout fait : ils ont à dénoncer qu'une escroquerie plus grande : la Capitalisation, va être opérée de préférence à une escroquerie moins grande : la Répartition.

Nous en recasserons encore, non pour nous sauver des chiffres et nous noyer dans les « paragraphes », pas davantage pour prouver que nous ne répudions pas aux chiffres, mais simplement parce que nous y trouvons matière à faire partager notre haine de l'Etat et de ses malfaiteuses institutions.

G. D.

## Remède capitaliste

L'inondation prend les proportions d'un désastre. Déjà des centaines de personnes se trouvent sans toit, exposées à toutes les intempéries de la saison. Que croyez-vous qu'au troué, notre savante organisation bourgeoise pour remédier à cela ?

Des dons arrivent, des subventions sont votées... et l'on s'empresse de construire de ridicules abris sous lesquels toutes sortes de maladies feront

bientôt rage, alors qu'il y a tant de logements inhabités, tant d'hôtels et de villas dont les ordinaires occupants n'ont que faire, pendant tout leur séjour au pays du soleil.

Cette solution s'offrirait d'elle-même dans une société un peu mieux faite ; et quelle économie de vies humaines et d'efforts il en résulterait !

Songez en effet à tout ce que vont coûter ces installations provisoires, et les pleureuses, les fièvres, les longues et peut-être fatales maladies qui en découlent pour tous les êtres faibles, femmes, enfants, mal portants et vieillards qu'on va parquer là.



## « Ils » ont défendu la Laïque ... mais quelqu'un troubla la fête

Ainsi que nous le savions à l'avance, ainsi que nous l'avons dit ici même et autre part, la République vient de défendre avec vigueur, la Laïque contre les attaques des « réacteurs ».

Du coup, ceux qui avaient entonné le chant sacré : « Défendons la Laïque contre le Sacré-Cœur ! », en hérédité bémol majeur, se sont pris à réfléchir et à se demander comment il se pouvait que leur attitude fut exactement celle de ceux qui participent à l'Assiette au beurre.

En principe, on peut dire sans crainte qu'il faut attaquer ce que les maîtres défendent. Et c'est vrai encore pour cette fois-ci, comme ce sera vrai souvent encore.

Ceux de nos camarades qui n'ont pas partagé nos vues sur ce point ne se sont pas donné la peine d'examiner les arguments que nous exposions.

Nous avons dit :

« La République défendra la laïque parce que tout le système républicain actuel repose sur l'enseignement de l'École laïque. »

Nous avons ajouté :

« Les révolutionnaires qui veulent défendre la laïque seront obligés de lutter contre les gouvernements, autres défenseurs de l'École actuelle, parce que les gouvernements persécuteront sans répit les institutrices rationalistes, les seuls qu'ils craignent réellement aujourd'hui. »

Les longs et tumultueux débats de la Chambre sont venus confirmer nos dires. La République s'est fougueusement défendue.

Le Patronat anticlérical et franc-maçon a gagné la partie. C'était couru.

La vérité peut venir de plusieurs cotés à la fois, on ne peut s'en étonner ; on ne s'étonnera donc pas qu'elle soit venue, à la Chambre, à la fois de la Droite et de la Gauche : — de la Droite lorsque Lasies, le député bonapartiste, a raillé les majoritaires en leur disant : hein ! vous êtes heureux que les évêques aient écrit leur lettre ! Quel service ils vous ont rendu ! Ils ont retardé le jour, où devront se discuter les impôts nouveaux et ils vous fournissent une fois de plus, pour les actions prochaines, le vieux remplaçant, de l'anticléricalisme !

Elle est venue aussi de la Gauche, la vérité, et elle a fait beaucoup de bruit dans la bouche de Maurice Allard, socialiste uniifié, quand il a déclaré que « les manuels des écoles laïques étaient aussi niaus que ceux des écoles libres. »

Cela lui a valu, de la part du président,

d'être rappelé vertement à l'ordre, et de

la part du *Matin*, grand émargeur aux Fonds secrets, d'être qualifié, tout comme nous, de « paradoxa ». »

Il est bien évident que s'il se trouve quelque part un homme courageux et clairvoyant, on le traite aussitôt de fou ou de fantaisiste. Maurice Allard a mérité cent fois l'épithète pour avoir fait à la Chambre un discours anarchiste.

Et nous ne le plaignons pas. Que va-t-il faire dans cette grotte de voleurs ! Un sentiment plus complet de sa probité devrait l'en faire sortir. Seulement, voilà, si on ne résiste pas parfois au désir de dire tout ce que l'on pense, on résiste plus difficilement à l'attraction de quinze mille francs et de tous les avantages du métier.

Toujours est-il que Maurice Allard a prononcé à la Chambre, le 20 janvier, un discours notablement courageux et qui lui a valu des reprobations unanimes, des réprobations venues même de l'extrême-gauche et enregistrées avec satisfaction par tous les journaux républicains, *Matin* en tête.

Pour ceux de nos camarades qui n'ont pu se procurer le *Journal officiel*, nous donnons ci-dessous un résumé de ce discours.

On le rapprochera avec profit des « défenses » héroïques préachées par quelques révolutionnaires et on appréciera, comme dit notre camarade Sébastien Faure, « la hauteur du débat » :

Les « manuels radicaux » ne sont pas anticlériaux ; on y admet, à défaut de dogme religieux, des dogmes civils ; ils façonnent des esclaves au lieu de préparer des hommes libres.

L'école entre-bâtie à l'entant la porte du péril de la haute culture et des libres recherches scientifiques ; puis à treize ans, quand il a entrevu ce bonheur, brusquement il est plongé dans l'enfer des usines, où son intelligence s'atrophie et où ses membres sont brisés par le machinisme.

— Que va-t-il se passer dans sa petite cervelle ? Si l'il était un homme, il pouvait réfléchir, il viendrait au socialisme. Mais à treize ans, vous en faites un apache !

— Nous ne croirons à votre sincérité anticlérale que quand nous vous verrons faire des actes anticlériaux. Jusqu'à vous avez des paroles, contre l'Église, mais vos actes sont cléricaux et papalins !

Quelle doit donc être la base de l'enseignement primaire ? C'est l'enseignement oral. Le manuel ne doit être qu'un sommaire, il faut éveiller l'esprit des enfants et ne pas les gâter de phrases toutes faites.

L'enseignement laïque actuel est tout aussi mauvais que l'enseignement confessionnel, le n'approuve pas plus l'imposition du dogme civil que du dogme religieux. L'instituteur a, d'ailleurs, supprimé le nom de Dieu et conservé la morale. C'est illogique, car s'il n'y a pas de Dieu, il n'y a pas de morale, il n'y a entre les hommes que des rapports nécessaires, une sorte de modus vivendi.

On n'a donné à l'instituteur qu'une culture rudimentaire. Vous auriez dû lui donner des notions de psychologie lui permettant de distinguer la nature des enfants.

Ces derniers sortent de l'école aussi illettrés qu'ils y étaient entrés.

Au lieu de chercher les causes de la criminalité dans l'alcoolisme ou ailleurs, cherchez-les dans la demi-culture.

Donnez l'instruction intégrale que vous avez promise et que vous refusez systématiquement aux enfants du peuple.

Quant au monopole de l'enseignement, j'en ai été partisan, mais aujourd'hui, mes illusions sont envolées. J'ai été partisan du monopole, je ne le suis plus, parce que l'école deviendrait une arme de guerre de l'Etat bourgeois contre le socialisme.

L'Etat est dogmatique par essence et conservateur tout comme l'Église. Le jour où l'Etat aura monopoliisé l'enseignement, on aurait le dogme capitaliste aussi ancré que le dogme religieux.

La preuve que l'Etat bourgeois tend à domestiquer l'instituteur c'est qu'il lui refuse le droit syndical.

Il faut que nous poussions l'instituteur dans les voies syndicales car c'est le seul moyen d'affranchir la société des mensonges traditionnels sur lesquels elle vit encore.

Disons en terminant que nous n'avons jamais eu la prétention de nous poser ici en détenteurs de l'Unique Vérité, pas plus qu'en constructeurs de dogmes anarchistes.

Nous souhaitons au contraire profondément que tous les révolutionnaires aient suivi ces débats de la Chambre et qu'ils aient lu les journaux — au moins des extraits — d'opinions différentes.

Nous saurons toujours, de notre côté, pourquoi nous défendons l'enseignement et non pas l'enseignement laïque de la société capitaliste.

## Prophétie révolutionnaire

Sous ce titre, l'intéressante revue *la Vie Ouvrière* publie un article d'Anselmo Lorenzo qui confirme les idées émises sur l'Espagne dans la lettre de P. Kropotkin que nous avons donnée dernièrement.

Après avoir montré que le mouvement révolutionnaire de Barcelone a été dû à des causes économiques et politiques, non moins qu'aux maladresses du gouvernement A. Lorenzo cite le curieux document suivant :

« En septembre 1908, à Madrid, à l'occasion de la rentrée des tribunaux, le président du tribunal suprême a lu un discours qui contenait ces phrases :

« Il faut arriver à la répartition des produits de l'industrie et de l'agriculture sur la base d'une répartition équitable envers chacun des éléments producteurs, en hommage à la justice et en vue d'alléger les misères de classes qui sont partie intégrante du corps social, comme les travailleurs manuels et ceux de l'intelligence... »

« La rapidité avec laquelle s'accroît la recherche des améliorations impose aux sociétés et aux Etats le développement toujours plus grand de leurs moyens de progrès effectifs... »

« Si on ne prête pas d'attention à ces mœurs, si on n'y apporte pas de solution, si on ne réussit pas à formuler la règle juridique régulatrice des relations créées par de nouveaux intérêts privés, si l'Etat persiste à soumettre ces questions à un critère vieilli et se contente de proclamer la domination éphémère de la force, la tourmente finira par éclater, et il n'y aura pas de paratonnerre qui puisse nous préserver de l'électricité accumulée, en lui fournit la dérivation opportune. »

Et l'auteur de la citation conclut :

« Que l'on donne à toutes les paroisses l'extension dont elles sont susceptibles ; que l'on considère ce qu'il représente celui qui les a dites et la circonscription dans laquelle ce fut fait, et l'on comprendra qu'il existe une rébellion latente, contenue non plus par la respect traditionnel, mais par la force habilement organisée ; que dans un moment de relâche cet esprit de révolte profitera de la moindre occasion pour produire un conflit et, comme une chandelle à vapour, par excès de compression, éclatera un jour en une explosion formidable. »

Et cette prévision lugubre est l'annonce d'une révolution inévitable et absolument nécessaire pour faire la voie libre à la marche en avant de l'humanité. »

## AVIS A TOUS

Les camarades de banlieue et de province sont invités à lire avec attention nos deux rubriques : Agitation et Petite correspondance, en ce moment remplies l'une et l'autre de communications relatives à l'action antiparlementaire que nous aurons à mentionner les prochaines élections.

Ces deux rubriques contiennent fréquemment des appels à l'union pour les anarchistes d'une même région.

Ne pas en prendre connaissance c'est s'obliger à nous écrire pour avoir des renseignements, que nous ne pouvons donner la plupart du temps, car il ne nous est guère possible de constituer des archives.

Nous donnerons à la rubrique Agitation le plus de vie possible, en insérant les faits saillants et succinctement écrits qui nous parviendront, et nous demandons à nos correspondants de tenir compte de ces deux choses : l'intérêt et la concision.

## SOUSCRIPTION

Pour l'action antiparlementaire

Groupe libertaire de Millau. .... 5 "

X ..... 5 "

Z ..... 0 40

Godonéche ..... 1 "

Total des listes précédentes : 8 fr. 15.

La souscription est toujours ouverte et nous adressons à tous un pressant appel.

## TIMBRES EN CAOUTCHOUC

Un camarade, fabricant de timbres, se charge de livrer des timbres en caoutchouc de tous genres à des prix inférieurs de 25% aux prix du commerce.

On est prié d'écrire TRES LISIBLEMENT les textes à reproduire et d'indiquer le plus clairement possible l'ordre désiré.

S'adresser au « Libertaire ».

## Expliquons-nous

Nous avons dit dans un dernier numéro, que nous donnerions de Sébastien Faure une réponse aux articles de Durupt et de Combès, relatifs à l'École laïque. Mais notre camarade Sébastien Faure nous écrit qu'il est préférable que sa réponse ne paraît pas : 1<sup>er</sup> Parce qu'il s'agit d'une discussion et qu'un article de discussion ne paraît pas utilement au bout de 45 jours. Huit jours, c'est déjà long ; 2<sup>o</sup> parce que, étant donnée une telle lenteur, la discussion s'éternisera et, à la longue, manquerait d'intérêt ; 3<sup>o</sup> parce que le Libertaire, à la veille des élections, commence une campagne d'agitation antiparlementaire. Il est juste que l'effort principal du journal porte sur ce terrain qu'il a choisi et il convient de ne pas encombrer ses colonnes d'un débat qui peut être long, fastidieux et, étant donné l'attitude du Libertaire dans la question, sans résultat pratique à espérer. »

Nous retirons donc l'article-réponse de Sébastien Faure et nous donnons ci-dessous une deuxième réponse à Durupt.

peu souvent que Sébastien le lit pour ne pas reconnaître les efforts qui ont été faits, ici-même, sous différentes formes journalistiques, et dont le mérite ne revient nullement à moi.

G. D.



## EXPOSITION C. PISSARRO

Après toutes les exhibitions d'insanités et de pornographies auxquelles nous ont convié pour nous débarrasser les Sous-Moreau, les Gratte-Pierre et tutti quanti, il est délicieux qu'il nous soit donné de pouvoir considérer de la peinture, grâce à une exposition où MM. Durand-Ruel ont produit un choix précieux des œuvres de Cézanne, Pissarro.

Sans vouloir retracer ici l'histoire de l'impressionnisme (je laisse ce soin à MM. les « critiques d'art », Morice et autres !) nous accorderaient quelques minutes avant l'heure réglementaire et on leur délivrera leurs lampes de travail. Puis ils attendront leur tour de descendre avec le cage. Maintenant, on leur accorde vingt minutes après l'heure, mais à condition que les cages s'arrêtent de fonctionner. Par conséquent, ceux qui arrivent quelques minutes seulement avant l'heure fixée, ne peuvent plus descendre ; ils sont obligés de s'en retourner, malgré qu'on leur ait délivré leurs lampes. C'est le cas qui s'est présenté la semaine dernière : 40 ouvriers durent s'en aller du puits Saint-François où ils travaillaient. C'était donc une journée de perdre pour eux.

Le syndicat des mineurs vient d'être saisi de cette affaire, nous verrons comment il va faire respecter cette belle « loi ouvrière ».

Donc, résultemment, les ouvriers mineurs bénéficient de 20 minutes, mais à condition qu'ils arrivent sur leur puits comme auparavant, s'ils ne veulent pas être obligés de retourner chez eux. Voilà donc tout l'avantage qu'ont les parias du charbon d'une loi accouchée après tant d'années de discussion à la Chambre par nos honnêtes travailleurs.

Après celle-ci, les éléveurs imbéciles pourront aller voir au mois de mai afin d'envoyer Non à l'art officiel devant d'autres aussi idiotes !

Ah ! les bonnes lois ouvrières !

J. Blanchon.

## MOUY

La période électorale va s'ouvrir. Plus que jamais, le moment est venu de faire de l'action antiparlementaire. faut qu'à Mouy comme ailleurs nous nous groupions pour montrer à la classe exploitée le mensonge et l'hypocrisie parlementaire.

Ce n'est pas par une action méthodique et un effort soutenu que nous arrivons à faire en brèche l'œuvre néfaste des politiciens.

Camarades, nous sommes quelques-uns à Mouy qui pouvons faire quelque chose si nous savons nous entendre, nous grouper.

Une réunion préliminaire aura lieu le samedi 29 janvier, à 8 heures et demie, salle Depersin. Venez-y tous en nombre !

Léblond.

## BORDEAUX

Les camarades qui désirent profiter de la période électorale pour faire de l'agitation antiparlementaire, pourront s'entendre avec Mme Laverny, aux Halles Centrales, 3, rue Garat, à Bordeaux, qui pourra leur faciliter les ressources financières en vue d'une commune action de propagande.

Mme Laverny s'offre à procurer un petit commerce aux camarades désireux de s'affranchir des tutelles patronales. Cette occupation, dont le bénéfice sera réservé à la propagande antiparlementaire, pourrait devenir fixe par la suite et nourrir son homme.

Le *Libertaire* insère volontiers cette offre puisqu'elle lui paraît très acceptable et qu'elle indique cadre avec nos efforts.

Ce sera à nos lecteurs de nous dire si nous avons eu raison de leur soumettre la proposition.

## MARSEILLE

Le camarade qui nous envoie les lignes ci-dessous, étant connu de plusieurs militants parisiens, nous insérons sa protestation sans hésitation. Mais il est évident que le Libertaire ne peut point prendre sous son exclusive responsabilité la défense du calomnie.

D'ailleurs, ceux qui connaissent Guido, apprécieront les faits. Le *Libertaire* est toujours à la disposition de ceux qui ont besoin de se laver de toute calomnie de cette nature.

## Réponse à une Salete

Dans un numéro unique paru dernièrement à Marseille et ayant pour titre, *Sula gogna*, des insinuations aussi stupides que méchantes ont été lancées contre notre ami et camarade, Ciarroca Guido. Entre autres salètes, il y a dit que Guido avait des relations avec le consulat italien de Marseille. Naturellement, comme notre ami ne peut répondre à ces ordures, puisqu'il a été expulsé d'Italie uniquement pour sa propagande anarchiste, les cancanis vont leur cours.

Or, il ne sera pas dit que les nombreux amis de notre camarade le laisseront calomnier.

L'accusateur, en l'espèce, un R

